



« Je vote culture » – même quand il n’y a pas d’élection (II) Une communauté à construire

« ... Un des buts majeurs des mouvements sociaux est la re-définition de la réalité ou si l'on préfère la transformation des cadres d'interprétation ayant cours dans une société. Il n'y a pas de mouvement social sans recours à des éléments affectifs et cognitifs donnant justement un sens culturel et politique au sentiment d'injustice ou aux différentes formes de mépris. Sans la construction de ce langage revendicatif commun et de la capacité à faire entendre et reconnaître sa légitimité sociale autant par les institutions que par l'opinion publique, il n'y a pas d'espace pour la mobilisation. Les mouvements sociaux sont alors inséparables d'une conception constructiviste de l'action humaine, une manière collective d'agir qui, en mettant à mal les significations dominantes à un moment donné ou en ayant la capacité d'attirer l'attention sur des problèmes jusque-là négligés, ont la capacité d'introduire des visions alternatives de la vie sociale. »

DANILO MARTUCELLI

À l'occasion des élections communales et provinciales d'octobre 2012, l'Association professionnelle des métiers de la création a mené une vaste campagne de sensibilisation centrée tout à la fois sur la place de la culture dans le développement local et sur le rôle que les politiques locales peuvent jouer en faveur du secteur culturel et créatif.

Cette campagne s'est notamment concrétisée par l'organisation de débats réunissant, dans différentes villes de Wallonie, mais aussi à Bruxelles (commune de Saint-Gilles) et à Anvers, des candidats de différents partis.

Ces manifestations publiques ont été préparées par une série de rencontres avec des acteurs culturels locaux, destinées à cerner les réalités de leur terrain. Il s'agissait aussi de dégager collectivement des thèmes de réflexion pour aboutir à la formulation de questions à poser aux candidats.

Au-delà de la mobilisation ponctuelle, une question cruciale s'est fait jour : comment arriver à construire, au sein du secteur artistique, une communauté susceptible de représenter une vraie force politique ?

Dans les villes wallonnes où l'opération a été menée, les débats électoraux ont constitué d'importants moments de visibilité pour « Je vote culture ». Cependant, au-delà de ces événements publics, cette campagne aura surtout été une occasion exceptionnelle d'enclencher une dynamique dont l'entretien peut apparaître aujourd'hui comme l'un des prolongements les plus intéressants à donner au projet. Partout où des membres du secteur créatif ont répondu à l'appel lancé par SMartBe, les rencontres préparatoires aux soirées électorales¹ ont donné lieu à des discussions animées où s'échangeaient récits révélateurs, analyses avisées et commentaires sur les propositions formulées par Alain de Wasseige dans le mémorandum publié pour l'occasion.

¹ Je me bornerai ici à parler du volet wallon du projet, n'ayant suivi que celui-là. Sur ce territoire, l'opération a débouché sur l'organisation de quatre débats (à Mons, Tournai, Namur et Liège) et sur la réalisation de quatre capsules vidéo, à Charleroi.

« Je vote culture » a permis l'ouverture d'espaces polyvalents qui remplirent une fonction cathartique, fonctionnant comme un réceptacle des plaintes, des doléances et des (dés-)espoirs, et se déployèrent, également, comme des ateliers où élaborer à plusieurs une pensée capable d'envisager ce que pourrait être une politique culturelle, en 2012, au niveau local. En définitive, à y regarder de plus près, ces réunions pourraient bien avoir très largement dépassé la simple mobilisation ponctuelle autour de l'échéance du 14 octobre dernier.

EN COULISSE

Parmi la foule de choses abordées lors de ces foisonnantes séances d'intelligence collective, une thématique a assez souvent fait son retour, sous différentes formes, pour alerter mon attention. Il s'agit de celle de la *communauté*. Le sujet a été abordé à Namur au travers de l'idée de créer un espace de rencontre pour les professionnels du secteur ; il a aussi fait son apparition à Tournai où il fut beaucoup question de la mise sur pied d'une structure mutuelle capable de mettre à disposition matériel et services ; on en parla également à Liège pour souligner comment le caractère hétérogène du groupe présent autour de la table constituait une difficulté qu'il ne fallait pas contourner mais affronter. Je tenterai d'expliquer, ici, pourquoi il me semble important de prendre la mesure de ces remarques et revendications et formulerai une hypothèse de travail visant à comprendre de quoi celles-ci pourraient être les signes.

LE MARCHÉ (DES BIENS CULTURELS) COMME PRINCIPE DE COHÉSION

Comme n'importe quel secteur productif en 2012, celui de la création voit sa cohésion interne fortement marquée par le rôle du marché – en l'occurrence celui des biens culturels. Pratiquement, cela signifie que les individus qui gravitent dans cette zone d'activité entretiennent entre eux des rapports concurrentiels – et que ceux-ci ont notamment pour effet d'opérer la synthèse sociale qui produit le groupe en tant que tel. On pourra, bien évidemment, objecter à ce constat que les pouvoirs publics ont un impact très important sur l'économie de la culture – mais le rôle de ces derniers est-il vraiment à même de court-circuiter la logique concurrentielle ? En période d'austérité, les enveloppes de financement sont au mieux fermées et au pire, réduites : les subventions parviennent-elles encore à se distinguer d'une prime accordée aux gagnants d'une compétition – fût-elle artistique ?

Ensuite, il convient de reconnaître que l'individualisme concurrentiel ne fonctionne pas, dans le secteur culturel, de manière absolue : bien évidemment, il existe des collectifs d'artistes ! Mais dans la sous-catégorie du marché des biens culturels où ils tentent de se faire une place, ces groupements disputent une compétition où ils affrontent leurs homologues. Or, lorsqu'il s'agit de s'appuyer sur une communauté de travailleurs pour construire une force politique, on ne met jamais longtemps à comprendre que la narration d'une socialisation fondée par miracle via l'exercice d'une libre concurrence a de très sérieuse limite fonctionnelle.

Lors d'un des débats, une intervention d'un élu local, échevin sortant, illustre le genre d'impasse dans laquelle peut mener le problème dont je fais état ici. Appelé à parler de dispositif d'évaluation des initiatives financées par la ville ou de mécanisme de répartition des budgets ou des moyens matériels, l'édile communal finit par se lancer dans une énumération d'acteurs, pour la plupart présents dans la salle, avec qui il a « travaillé » – il conclut, en substance, en affirmant qu'il ne faut pas toujours tout compliquer : « ici, tout le monde se connaît très bien ». Les individus tentent d'obtenir des contrats, ils y parviennent ou pas. Le problème relève d'un faible degré politique. Les communautés veulent que soient élaborés des dispositifs, valables pour tous.

L'organisation, en dernière instance concurrentielle, du secteur culturel peut bien être mise entre parenthèses le temps d'une campagne électorale, histoire de faire pression sur les candidats, elle finira toujours par s'imposer à nouveau : le fonctionnement quotidien reste dicté par la logique du contrat.

SOCIABILITÉ ALTERNATIVE

L'importance de ce que j'ai appelé le problème de la communauté, tel qu'il est apparu souvent lors du processus mis en route par « Je vote culture », pourrait se comprendre, en creux, comme une tentative de construire des possibilités de sortie de l'emprise de la logique concurrentielle. Et ce travail semble, en effet, un préalable à toute tentative de lutte politique sur le terrain de la culture. La perspective qui consiste, de façon assez radicale, à commencer par se construire en tant que groupe selon des vecteurs de socialisation alternatifs (au principe de compétition) pourrait se révéler, en définitive, plus pragmatique que la croyance qu'une simple trêve de la concurrence suffira à peser de manière efficace sur les décideurs, même locaux. Tout un travail d'ingénierie sociale devrait être envisagé – ou plus précisément, le travail d'ingénierie sociale qui s'effectue déjà, dans les interstices du milieu culturel ou dans les poches minoritaires, devrait être replacé dans une perspective éminemment politique – et soutenu. Toutes les revendications concernant l'intégration de dispositifs de mise en commun – de moyen, de matériel, de locaux – apparaissent alors comme fondamentales.

À ce stade, un (trop) bref rappel historique pourrait peut-être permettre de soutenir les propos avancés ci-dessus : le mouvement ouvrier (illustre ancêtre potentiel d'une collectivité de professionnels du secteur culturel qui se bat pour obtenir des institutions adaptées à ses réalités) ne s'est pas tant organisé et n'a pas tant mené des combats pour obtenir des dispositifs tel que mutuelle, chômage ou système de pension, qu'il n'a conçu ces dispositifs pour s'organiser et mener une lutte politique. Il importe de se souvenir que, non seulement, « on ne naît pas groupe, on le devient » (David Vercauteren)² mais qu'en plus, le travail de production de communauté devrait s'envisager comme un fondement d'un combat à mener (notamment sur le politique)³.

DEVENIR HACKER DU CRÉATIF

Je voudrais, à présent risquer une hypothèse : peut-être est-ce vers les virtuoses de la bidouille technologique qu'on nomme *hackers* qu'il faudrait regarder pour voir se dessiner une perspective de mutation possible pour le milieu créatif. Et ce d'autant plus que les deux mondes ne sont déjà plus clairement distincts aujourd'hui : sur un territoire productif donné, il semble aussi impossible qu'inintéressant d'établir une frontière claire entre la zone où les uns gravitent et celle où travaillent les autres. Créatifs et hackers partagent des caractéristiques dont la portée politique a quelque chose d'extraordinaire (à notre époque). La principale d'entre elles se marque dans le rapport original et minoritaire qu'il entretiennent au travail : ils vivent leur implication dans la production

² Cette formule sert de leitmotiv à *Micropolitique des groupes, Pour une écologie des pratiques collectives*, de David Vercauteren (en collaboration avec Thierry Müller et Olivier Crabbé), Editions Les Prairies Ordinaires, 2011.

³ Plus fondamentalement encore, c'est toute la question de la production de soi qu'il s'agirait d'investir d'un enjeu politique considérable. Il s'agirait, en quelque sorte, de contribuer à produire un style (individuel) non-compétitif. Dans cette perspective, à l'inspiration (très solennelle) du mouvement ouvrier, il faudrait sans doute adjoindre celle des mouvements queer, transgenre ou même punk, ainsi que l'apport de la théorie cyborg. Je pense notamment au *Cyborg Manifesto* de Donna Haraway – qu'on pourrait placer à la croisée de tous ces chemins et qui laisse entrevoir, à merveille, ce que signifie l'application du constructivisme à la lutte politique.

de manière enthousiaste, joyeuse et passionnée.⁴ Force est de reconnaître que cela nous mène à mille lieues de la plupart des bureaux et des usines !

Ce trait commun aux deux groupes constitue, à plus d'un titre, une force politique qu'il s'agirait de cultiver. Tout d'abord, dans la mesure où cette propriété stylistique est largement partagée par l'ensemble des professionnels du secteur culturel, elle constitue un principe de synthèse sociale alternatif : le créatif pourrait moins se constituer comme le groupe de ceux qui participent à la même compétition sur le marché des biens culturels et plus comme ceux qui produisent du sens et du symbole dans la joie et pour le plaisir. Ensuite cet « étrange » désir productif qui anime créatifs (et *hackers*) devrait leur conférer un certain pouvoir, celui d'être identifiés comme partie de la solution dans une époque qui se caractérise, comme l'explique parfaitement le philosophe Bernard Stiegler, par une crise de l'investissement.⁵

Dans une zone tampon, à la frontière entre secteurs créatifs et milieu de bidouilleurs techno, ce qui se passe dans les arts numériques mériterait une attention toute particulière – en ce sens que s'y développent de puissants antidotes au poison concurrentiel. Les travailleurs qui opèrent sur ce territoire y développent des habitudes typiques des intelligences collectives (issues du monde *hacker*) : usage de l'opensource, partage des connaissances et des savoir-faire, coopération des cerveaux, copyleft, fonctionnement en réseau. Ainsi, pour court-circuiter la logique de l'appel d'offre, on organisera un *workshop*, une rencontre collaborative lors de laquelle plusieurs intervenant penseront le projet, ensemble, dans ces divers aspects. Chacun étant rémunéré, le plus souvent, par le commanditaire final, pour sa participation, le financement glisse du produit vers le processus de production – et reconnaît, donc, l'importance du fonctionnement contributif.

CONCRÈTEMENT

Tout ceci pourra apparaître bien théorique. Certes. Mais cela n'a pourtant rien d'abstrait. Au quotidien, des choix s'opèrent, des dispositifs se créent, des usages se développent : ce texte a pour but de situer la lutte que pourrait mener le secteur créatif à de ce niveau-là. En prenant davantage attention à la manière dont il se construit en tant que communauté. Dans cette perspective, il convient de noter que SMartBe occupe une position stratégique : elle constitue un nœud important du réseau culturel, nœud par où beaucoup d'opérateurs passent, et elle s'implique également dans le financement d'infrastructures et de projets. Le problème de la construction d'une communauté, telle que développée ici, pourrait intégrer la liste des paramètres avec lesquels prendre des décisions ou orienter l'action de l'Association des professionnels des métiers de la création.

Il ne s'agit donc pas tant d'inventer des choses invraisemblables que d'orienter le travail et mettre en perspective, politique, ses effets. Ainsi la mise à disposition de locaux que les artistes partagent (comme le fait l'antenne de SMartBe à Liège, par exemple) participe à l'activation d'une coopération

⁴ Pour un développement complet de l'impact politique de la mutation stylistique à laquelle je fais ici référence, on peut se reporter à Pekka Himanen, *L'Éthique Hacker et l'esprit de l'ère de l'information*, 2001, Exils. Ou plutôt, dans la mesure où l'ouvrage reste épuisé, au compte-rendu de celui-ci. Notamment celui de la revue *Multitudes* : <http://multitudes.samizdat.net/L-Ethique-hacker-de-Pekka-Himanen>. Dans ce texte, je prendrai ce terme *hacker* dans son sens, le plus large, de personne qui bricole les technologies de tout type.

⁵ Bernard Stiegler développe l'idée qu'une véritable crise de l'investissement touche l'économie de l'Europe. Il ajoute qu'il ne faut pas comprendre ce problème en termes strictement financiers (genre l'Europe perd son crédit sur les marchés, les investisseurs ont peur, partent) mais qu'il convient de l'envisager dans sa dimension libidinale. Le désir de s'investir dans la production tend à manquer. Dans cette perspective, l'émergence des hackers et l'augmentation du nombre d'individus affirmant vouloir exercer un métier créatif – sachant que dans ces milieux, on bosse pour s'amuser et on s'amuse en bossant – devrait apparaître comme des solutions. Paradoxalement, c'est plutôt le contraire qui se produit : ces phénomènes sont identifiés comme des problèmes (par les pouvoirs politiques et économiques).

pratique entre cerveaux créatifs – et, partant, change immédiatement le milieu culturel. Il apparaît important, dans la perspective de la construction d'une lutte politique menée à partir du secteur culturel, de saisir, théoriquement, ce qui se joue au travers de ce type de dispositif mais surtout, il semble nécessaire de trouver les manières opérantes de le raconter.

Un important travail narratif devra être accompli pour substituer au mythe de l'artiste génial, isolé, précaire et bohème celui du créatif membre d'un *crew* joyeux, ludique, inséré dans la société et revendiquant des droits. Peut-être faudra-t-il écrire plus de romans et tourner plus de films qu'il ne faudra produire d'analyses critiques pour faire émerger ce nouveau personnage sur l'avant de la scène politique – quand aujourd'hui il n'apparaît trop souvent que comme un figurant qu'on caractérise comme « bobo » ou, encore, marginal ? ⁶

Au travers de l'expérience « Je vote culture », on peut sentir émerger un réel désir de communauté, une volonté de mettre au point certains types d'organisations, d'obtenir des infrastructures qui permettent d'entrevoir la possibilité de fonctionner, collectivement, en tant que professionnel du secteur mais en marge de la participation au grand concours que constitue le marché des biens culturels (où les pouvoirs publics apparaissent trop souvent comme de simples clients, juste un peu particulier). Dans cette perspective, de mutations des subjectivités et des pratiques, le niveau communal occupe une place stratégique importante. Tout d'abord parce que, dans la mesure où il s'agit d'accompagner et de favoriser des expériences d'innovation et de transformation situées dans la manière de travailler au quotidien, la ville constitue précisément le territoire où la tâche à suivre se déploie – initialement, du moins. Ensuite, nombreux sont les dispositifs, à créer ou à soutenir après leur institution (« par en bas »), qui s'inscrivent dans des compétences qui sont celles des villes et communes – je pense notamment à la très stratégique mise à disposition d'espaces de production collectifs ou à l'agencement de certains services sous forme de mutuelle.

Peut-être, m'objecterez-vous, n'avons-nous assisté là qu'à un balbutiement. Je vous l'accorde mais j'ose y voir le signe, terriblement positif, de la manifestation d'une intuition politique, celle qui veut que la logique concurrentielle, appliquée aux secteurs de la création et de la culture, aujourd'hui, mène à une impasse. Il suffirait peut-être d'un peu pousser cette intuition dans le dos...

GREGORY PASCON

SOURCES

Peter Berger, Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité* (1966), Paris, Armand Colin, Bibliothèque des classiques, 2012

Donna Haraway, *Cyborg Manifesto*, 1991, <http://www.cyberfeminisme.org/txt/cyborgmanifesto.htm>

Bernard Stiegler, voir notamment

<http://arsindustrialis.org/agonie-du-capitalisme-et-economie-de-la-transindividuation> (déc. 2011)

<http://www.bastamag.net/article2202.html> (mars 2012)

David Vercauteren (en collaboration avec Thierry Müller et Olivier Crabbé), *Micropolitique des groupes, Pour une écologie des pratiques collectives*, Paris, Ed. Les Prairies Ordinaires, 2011.

⁶ Sur l'importance politique des récits, du langage et de la représentation voir Wu Ming, *la narration comme technique de lutte*, in *Politique*, octobre 2008 – disponible ici : <http://politique.eu.org/spip.php?article735>